



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

L'économie martiniquaise sur un rythme ralenti

L'indicateur du climat des affaires est quasi stable au 4^{ème} trimestre à 102,1 (-0,4), après un recul au trimestre précédent. Les anticipations favorables perçues ces derniers trimestres se matérialisent par une fin d'année plutôt positive. Toutefois, les perspectives sont moins bien orientées pour le début d'année, ce qui compromet le scénario espéré d'une accélération ces prochains trimestres.

Si le niveau d'activité des entreprises se redresse en fin d'année, les chefs d'entreprise répondant à l'enquête font état d'une croissance molle, voire nulle de leur chiffre d'affaires pour l'année écoulée. Reflet d'une activité économique sur un rythme ralenti, les marchés de l'emploi et du travail sont globalement stabilisés, mais ne présentent pas de signes d'amélioration.

La situation est hétérogène avec des secteurs d'activité structurellement en difficulté, comme le bâtiment et l'agriculture, dont les chefs d'entreprise perçoivent des chiffres d'affaires en baisse. En revanche, dans les secteurs du commerce, des services et de l'hébergement-restauration, une croissance positive, mais modeste est présagée.

Le niveau de défaillances des entreprises martiniquaises, en hausse tendancielle, constitue un point de vigilance.

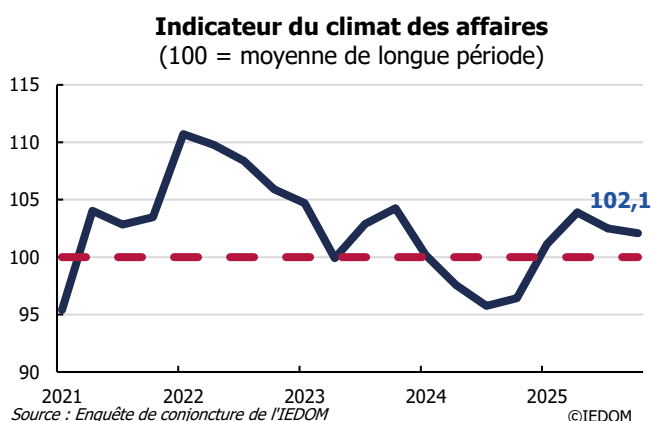
L'indicateur du climat des affaires (ICA) est quasi stable ce trimestre

L'ICA affiche un très léger repli au dernier trimestre (-0,4 point) et s'établit à 102,1, après -1,4 au trimestre précédent, confirmant ainsi que le redressement enregistré au 1^{er} semestre se consolide, mais sans gagner en vigueur.

Selon les chefs d'entreprise interrogés, le trimestre écoulé a été relativement favorable, conformément aux attentes exprimées le trimestre dernier. L'activité se redresse ce trimestre et contribue positivement à l'ICA. Au niveau des délais de paiement, une proportion supérieure de chefs d'entreprise déclare une amélioration ce trimestre.

Les perspectives pour le début d'année sont plus pessimistes, notamment en ce qui concerne l'activité et les prévisions d'investissement.

Les anticipations concernant la trésorerie sont globalement favorables pour le début d'année.



Changement méthodologique de l'enquête de conjoncture

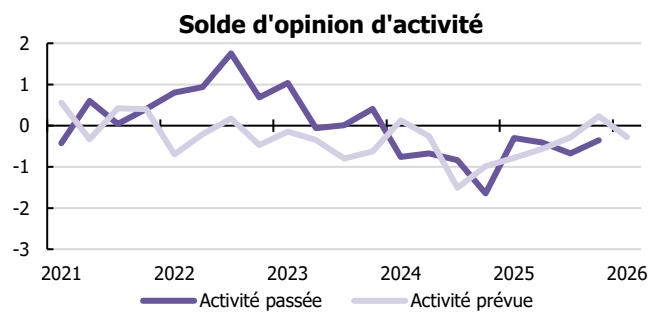
À partir du quatrième trimestre 2025, l'enquête de conjoncture trimestrielle de l'IEDOM a été enrichie afin d'intégrer de nouvelles modalités de réponse. Jusqu'alors les questions proposaient trois modalités de réponse (par exemple : *en baisse, stable ou en hausse*), elles en proposent désormais cinq (par exemple : *en forte baisse, en légère baisse, stable, en légère hausse, en forte hausse*). Ce changement permet de capter avec plus de précision le ressenti des chefs d'entreprise et ainsi d'améliorer la capacité de l'indicateur du climat des affaires à refléter ce dernier.

Pour l'investissement, dans les enquêtes précédentes, la question était posée en niveau (*envisagez-vous d'investir dans les douze prochains mois ?*) et évolue vers une question en différentiel qui mesure une évolution par rapport à une référence passée, à l'instar des autres questions. Ce changement de méthodologie a nécessité une modification de la pondération des réponses qui impacte légèrement à la baisse l'ICA des périodes passées.

L'activité se redresse, sans perspective d'accélération

L'activité demeure en territoire négatif, et ce depuis le début d'année 2024, bien que le solde d'opinion sur l'activité s'améliore en cette fin d'année. Ce niveau d'activité réduit est corroboré par un chiffre d'affaires qui serait stable en 2025 par rapport à 2024 (valeur médiane) pour les entreprises interrogées dans l'enquête.

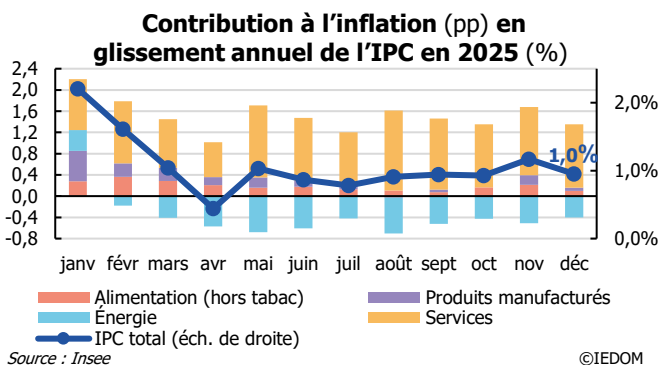
Les prévisions d'activité pour le premier trimestre 2026 repassent en territoire négatif. Cette inflexion traduit une détérioration des perspectives à court terme, après une amélioration continue durant l'année 2025.



L'inflation est maîtrisée

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,5 % entre septembre et décembre 2025. Cette hausse s'explique avant tout par la progression de 1,2 % des prix des services, de 0,5 % des prix de l'alimentation et de 0,2 % des prix de l'énergie. Les prix des produits manufacturés ont en revanche diminué de 0,5 %.

L'inflation s'élève à 1,0 % en décembre 2025 (glissement annuel), soit un niveau légèrement supérieur à l'Hexagone (0,8 %). Les prix des services contribuent majoritairement à l'inflation en 2025 (1,2 point en décembre), ceux de l'alimentation et des produits manufacturés également, mais de façon plus modeste. Les prix de l'énergie contribuent négativement (-0,4 point en décembre).

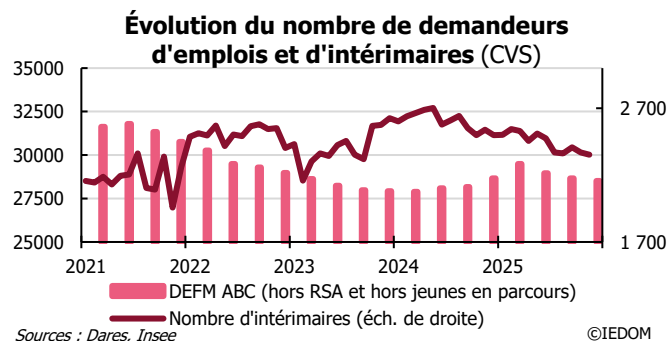


Le marché du travail demeure inchangé

Le marché du travail reste globalement stable ce trimestre avec une très légère baisse de 0,5 % (CVS) du nombre de demandeurs d'emploi (hors RSA et jeunes en parcours) des catégories A, B et C par rapport au troisième trimestre 2025, mais également par rapport au même trimestre 2024¹.

Les dernières données disponibles sur l'emploi salarié révèlent une légère baisse des effectifs entre le deuxième et le troisième trimestre 2025 (0,1 % en moyenne, -0,3 % pour le privé et +0,5 % pour le public). L'emploi progresse cependant sur douze mois (+0,8 %).

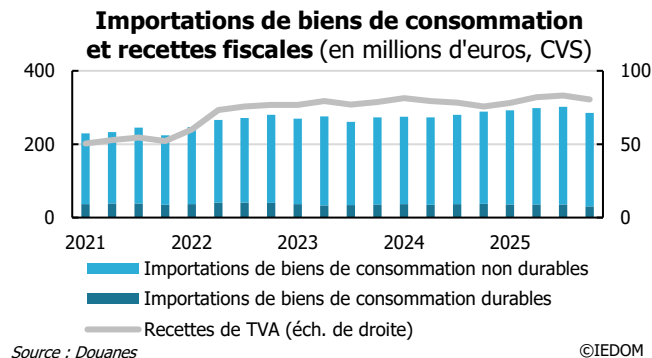
Reflète d'une activité économique plutôt atone, le nombre d'intérimaires reste en baisse, après une légère augmentation à la fin du troisième trimestre 2025, pour les mois d'octobre (-5,2 % CVS) et de novembre (-7,4 % CVS) par rapport aux mois identiques de 2024.



¹ Les données relatives aux demandeurs d'emploi présentées ici ne tiennent pas compte des demandeurs d'emploi allocataires du RSA et des jeunes en parcours, ce qui permet d'offrir un éclairage pertinent sur les évolutions conjoncturelles suite à la mise en œuvre récente de la loi pour le plein emploi. Les chiffres présentés dans les annexes statistiques considèrent la totalité des demandeurs d'emploi.

La consommation des ménages affiche des signaux contrastés

Les importations de biens de consommation durables et non durables baissent respectivement de 15,0 % et de 4,4 % (CVS) par rapport au troisième trimestre 2025. Ce recul, associé à la baisse des recettes de TVA (-3,3 % CVS sur le trimestre), pourrait traduire un affaiblissement de la consommation des ménages au dernier trimestre 2025. Cependant les ventes de véhicules aux particuliers apparaissent en hausse (+8,9 % CVS sur le trimestre et +15,1 % sur l'année), tout comme les crédits à la consommation, dont les encours sont en progression de 1,8 % ce trimestre.



Certains indicateurs de vulnérabilité financière des ménages montrent une légère embellie ce trimestre avec notamment un recul du nombre de personnes en situation d'interdiction bancaire (-2,9 %), d'incidents sur chèques (-1,7 %) et de retraits de cartes bancaires (-0,4 %). Le nombre total de dossiers déposés à la commission de surendettement en 2025 reste en revanche largement supérieur à celui de 2024 (+28,6 %), malgré une baisse sur le trimestre (-14,2 %). Les incidents de paiements sur les crédits accordés aux particuliers sont également en hausse (+1,8 % sur le trimestre et +6,1 % sur l'année).

L'investissement reste fragile

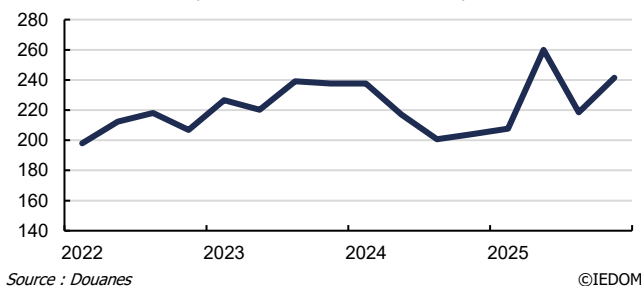
Les importations de biens d'investissements rebondissent après le repli mécanique du troisième trimestre, lié aux travaux portuaires. Elles progressent tant sur le trimestre (+10,5 % CVS) que sur l'année (+18,3 % CVS par rapport au T4 2024), à faveur de la hausse des importations de matériel de transport (environ 20 millions d'euros), notamment dans le secteur automobile, et des importations de machines, appareils, et matériel électrique (environ 18 millions d'euros).

Les encours bancaires des crédits d'investissement des entreprises reculent de 0,4 % entre septembre et décembre, ce qui traduit un niveau d'investissement globalement faible.

Les perspectives d'investissement, évaluées à partir de l'enquête de conjoncture, restent modestes et hétérogènes. Le tourisme ou l'industrie, affichent un optimisme relatif. Les filières agricoles et agroalimentaires, ainsi que le commerce, ont des anticipations plus prudentes.

Le nombre de défaillances d'entreprises progresse de 15,6 % sur l'année (518 entreprises en défaillance en décembre 2025 vs 448 en décembre 2024). Les secteurs du tourisme et de la construction sont particulièrement impactés.

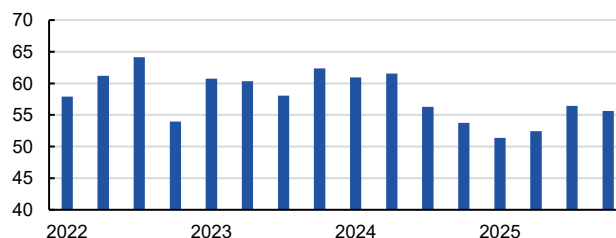
Importations de biens d'investissement (CVS, en millions d'euros)



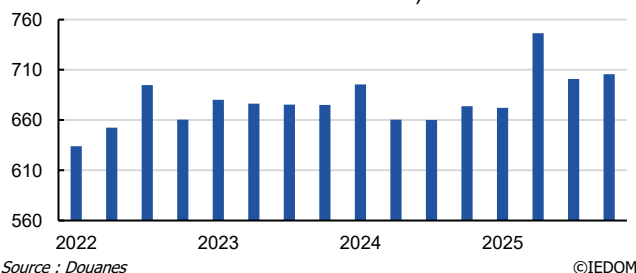
Un déficit commercial qui s'accroît

Au 4^{ème} trimestre, hors produits pétroliers, les exportations sont en retrait (-1,5% CVS) tandis que les importations augmentent légèrement (+0,7% CVS). Sur l'année, le déficit commercial se creuse puisque les exportations affichent une baisse de 7,2 % (CVS) tandis que les importations sont en hausse de 5,0 % (CVS) par rapport à 2024.

Exportations hors produits pétroliers (CVS, en millions d'euros)



Importations hors produits pétroliers (CVS, en million d'euros)



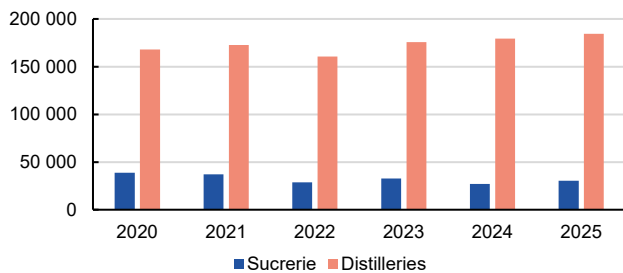
Cette relative stabilité ce trimestre cache cependant des disparités selon le type de produits importés. Les importations de biens d'investissements sont en hausse de 10,5 % (CVS) au dernier trimestre, les importations de biens de consommation durables et non durables sont quant à elles en repli (-15,0 % et -4,4 % CVS).

Les échanges de produits pétroliers sont en hausse ce trimestre. Les exportations progressent de 24,6 % (CVS) et les importations de 79,9 % (CVS).

Une hétérogénéité des situations selon les secteurs

Dans le secteur **agricole et agroalimentaire**, la production semble globalement bien orientée au quatrième trimestre. L'activité est dynamique dans les secteurs de la banane et le rhum, dont les exportations progressent respectivement de 5,0 % et 14,0 % (CVS) au quatrième trimestre. La campagne cannière 2025 voit une hausse des tonnages broyés (+4,1%) par rapport à 2024, avec toutefois une légère baisse de la teneur en sucre. La situation est plus difficile dans la production animale avec une baisse du volume total d'abattage (-1,5 % CVS), et plus particulièrement dans la filière porcine (-2,4 % CVS).

Cannes broyées (en tonnes)



Source : CTCS (Centre Technique de Canne et du Sucre)

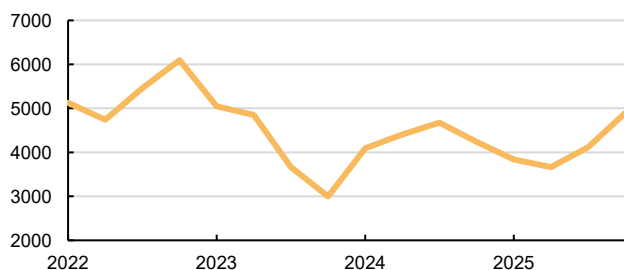
©IEDOM

Les soldes d'opinion sur l'activité se situent en territoire négatif ce trimestre, confirmant une tendance observée sur toute l'année. Cela se traduit par un chiffre d'affaires médian en baisse de 3% en 2025, selon les déclarations des entreprises du secteur.

Concernant le **BTP**, dans une année difficile, les données sont mieux orientées au quatrième trimestre. Les ventes de ciment sont en hausse de 3,1 % (CVS) et les importations de carrelage augmentent de 18,9 % (CVS) ce trimestre. Les soldes d'opinion sur l'activité restent en territoire négatif mais se redressent. Le secteur reste tout de même fragile. Les attestations de conformité de logements neufs repartent à la baisse pour ce trimestre (-18,0 % CVS). Sur l'année, le chiffre d'affaires médian déclaré par les entreprises du secteur recule de 5 %.

Les soldes d'opinion concernant les effectifs prévus sont bien orientés tandis que ceux relatifs aux délais de paiement se dégradent.

Importations de carrelage (en tonnes - CVS)

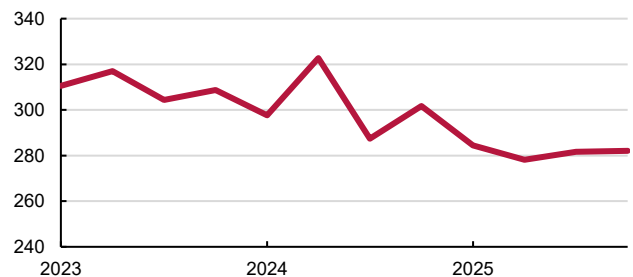


Source : Douanes

©IEDOM

Le secteur du **tourisme** a connu un trimestre plutôt positif. L'arrivée de la Transat Café l'Or a permis un démarrage anticipé de la haute saison touristique. Le nombre de vols a augmenté de 3,9 % (CVS) et le nombre de passagers à l'aéroport de 0,9 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Le nombre de croisiéristes a même bondi de 18,3 % ce trimestre par rapport au quatrième trimestre 2024, confirmant la bonne dynamique de cette activité. Le nombre de nuitées² est stable ce trimestre (+0,1 % CVS). En revanche, le nombre de passagers inter-îles est en baisse de 19,2 % par rapport au T4 2024.

Nombre de nuitées (CVS, en milliers)



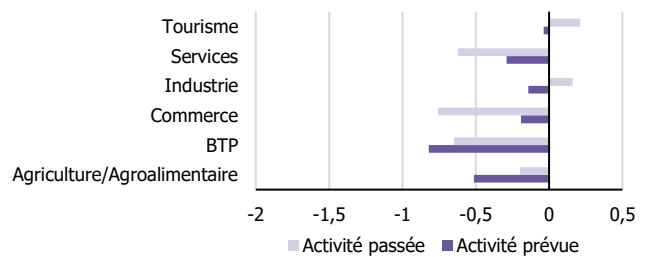
Source : Insee

©IEDOM

Les soldes d'opinion sur l'activité sont plutôt bien orientés avec une activité passée qui repasse en territoire positif. Les soldes d'opinion relatifs à la trésorerie et aux délais de paiement sont en amélioration.

Les prévisions d'activité pour le début d'année 2026 sont assez mal orientées dans les autres secteurs d'activité. Les entreprises de **l'industrie** font état d'une activité plutôt résiliente le trimestre passé, mais d'un solde d'opinion défavorable sur l'activité prévue. Pour ce qui est des **services** et du **commerce**, les soldes d'opinion restent en territoire négatif.

Soldes d'opinion sur l'activité passée et prévue par secteur d'activité



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

©IEDOM

² Une partie de la baisse du nombre de nuitées s'explique par la fermeture de l'hôtel de la Batelière à partir de septembre 2024

Des perspectives encourageantes pour la Caraïbe, malgré des contraintes structurelles

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la région caribéenne devrait enregistrer une croissance économique de 5,5 % en 2025 et de 8,2 % en 2026. Cette évolution serait portée par l'essor de la production pétrolière au **Guyana**, ainsi que le dynamisme des secteurs du tourisme et de la construction. À titre illustratif, la croissance économique de la Grenade, grâce au dynamisme de l'investissement et de la construction, devrait atteindre 4,4 % selon le FMI. À noter que la zone reste particulièrement vulnérable aux aléas naturels, ce qui constitue un frein structurel à ses perspectives de croissance, comme en témoigne le passage dévastateur de l'ouragan Melissa en **Jamaïque**, provoquant des dégâts entre 8 et 15 milliards de dollars, soit près d'un quart du produit intérieur brut du pays. Cinq institutions financières internationales apporteront une aide de 6,7 milliards de dollars sur trois ans afin de contribuer à la reconstruction de l'île.

La Banque centrale de **Cuba** a lancé une réforme progressive de son marché des changes en introduisant un taux de change flottant dans le but de réduire les transactions informelles. Ce taux de change, déterminé selon l'offre et la demande et publié quotidiennement par la Banque centrale, coexiste avec deux taux de change fixes (un pour les services publics essentiels et un pour les entités publiques et mixtes génératrices de revenus extérieurs). En parallèle, le taux de croissance du PIB cubain est attendu à 3,6 % en 2025 malgré une activité freinée par une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels, notamment la diminution des livraisons de pétrole en provenance du Venezuela, son principal fournisseur, qui accentue la crise énergétique. S'y ajoutent des performances touristiques décevantes et des sanctions américaines plus sévères.

Le gouvernement de **République Dominicaine** a annoncé une année 2025 plutôt positive avec une progression soutenue des exportations (+13,4 %), une forte création d'emplois notamment dans les zones franches (environ 120 000 emplois) et une expansion de l'activité industrielle et commerciale lui permettant de renforcer sa présence à l'international et de soutenir l'économie locale. Selon les prévisions du FMI, la croissance du pays devrait atteindre 3,0 % pour 2025 et 4,5 % pour 2026.

Concernant **Sainte-Lucie**, le FMI prévoit un net ralentissement de la croissance, passant de 4,7 % en 2024 à 1,7 % en 2025 en glissement annuel, tout en lui conseillant de maintenir d'importants excédents budgétaires pour réduire sa dette et atteindre l'objectif de 60 % du PIB d'ici 2035 (actuellement 77 %). Dans cette perspective, le pays engage plusieurs réformes visant à améliorer le climat des affaires et attirer davantage d'investissements.

Sources : UN, ECLAC, FMI, DG Trésor – service économique régional de Mexico

Une stabilisation inégale de l'économie mondiale

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale connaissent une légère amélioration. Le FMI (WEO janvier 2026) a révisé à 3,3 % ses anticipations de croissance pour l'exercice 2026 (+0,2 point), avec une perspective de croissance de 3,2 % en 2027. Les tensions nées de la politique douanière américaine se sont apaisées au dernier trimestre 2025, notamment à la faveur d'accords commerciaux conclus avec la Chine. La décision de la Cour suprême des États-Unis du 20 janvier 2026 de déclarer illégaux certains des tarifs douaniers ne dissipe pas l'incertitude, qui reste plus élevée qu'elle ne l'était au début de l'année 2025. Les anticipations d'inflation globale du FMI restent stables, à 3,8 % en 2026 et 3,4 % en 2027.

Les États-Unis sont l'un des principaux contributeurs de ce regain d'optimisme. Les entreprises américaines ont fait preuve de résilience face aux incertitudes nées de la politique douanière américaine, maintenant des chaînes d'approvisionnement agiles. La croissance américaine bénéficie également des importants investissements dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et de l'intelligence artificielle. Ce dynamisme se traduit par une hausse de +0,3 point des anticipations de croissance américaine du FMI pour l'exercice 2026, à 2,4 %. Le FMI anticipe au second semestre 2025 une inflation plus soutenue qu'anticipée en juillet, à mesure que l'impact de la hausse des droits de douane se répercute sur les consommateurs.

Les perspectives de croissance de la zone euro restent moins dynamiques que celles des États-Unis. Elles s'élèvent à 1,3 % pour 2026, chiffre globalement stable comparé aux projections communiquées par le FMI en octobre 2025 (+0,1 point).

En France, la croissance ralentit au quatrième trimestre, le PIB augmentant de 0,2 % en volume, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent, selon l'INSEE. Cette décélération procède notamment du moindre dynamisme de la formation brute de capital fixe, qui progresse de +0,3 % contre +0,8 % au troisième trimestre. La consommation des ménages s'accélère, à +0,4 %, contre +0,1 % au troisième trimestre. Les projections macroéconomiques intermédiaires de la Banque de France de décembre 2025 évaluent à 0,9 % la croissance en 2025, et anticipent une accélération à 1,0 % en 2026, à la faveur d'une hausse de la consommation des ménages et de l'investissement privé.

Les mesures de stimulation fiscales annoncées par le gouvernement nippon bénéficient aux perspectives de croissance au Japon, révisées à la hausse par le FMI, à 0,7 % pour 2026 puis 0,6 % pour 2027.

Les anticipations de croissance dans les pays émergents se renforcent légèrement. Le FMI table ainsi sur une hausse, à 4,2 % pour 2026, contre 4,0 % anticipé en octobre 2025. La croissance chinoise bénéficie des mesures de stimulation gouvernementales ainsi que de droits de douane américains moins élevés qu'attendu. Ces facteurs permettent une réévaluation à 5,0 % des estimations du FMI de la croissance chinoise en 2025. L'Inde bénéficie d'un quatrième trimestre dynamique, et d'une révision à la hausse de sa croissance en 2025, à 7,3 %.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : **P. CROISSANDEAU** ■ Responsable de la rédaction : **A. BOILEAU**

Rédaction : **M. GOSMAS, C. LUIS, A. BOILEAU**